



L'Integrity Initiative britannique fortement impliquée dans l'affaire Skripal

Par [Robert Stevens](#)

Mondialisation.ca, 08 janvier 2019

wsws.org 7 janvier 2019

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

L'Institute for Statecraft (IoS, Institut d'habileté politique) et son projet « Integrity Initiative » (II) constituent un réseau de propagande secret lié aux services de renseignement britanniques. Ils réunissent des responsables militaires et des services de renseignements, des journalistes et des universitaires pour fabriquer et diffuser une propagande servant les objectifs géopolitiques de l'impérialisme britannique et de ses alliés.

L'IoS a été fondée en 2006 et la II en 2015. Mais leur rôle secret dans la promotion de fausses nouvelles et de la désinformation n'a été révélé qu'en novembre et en décembre 2018 par le groupe de piratage informatique Anonymous.

Un document publié par Anonymous indique que les fonds alloués à II se sont élevés à 582 635 livres en 2017-2018, dont 480 635 livres provenant du Foreign and Commonwealth Office (FCO, Bureau des affaires étrangères du Commonwealth) et le restant de l'OTAN.

Le financement a grimpé à 2,6 millions de livres en 2018-2019, dont 1,96 million du FCO et le restant du Département d'État américain, de l'OTAN et de la fondation néoconservatrice américaine Smith Richardson. Facebook, qui joue un rôle essentiel dans l'imposition de la censure de la part de l'impérialisme américain, a fait don de 100 000 livres.

Le Groupe de travail sur la Propagande syrienne et les médias (WGSPM) a présenté le mois dernier un exposé sur l'II révélant le rôle joué par des personnalités du ministère de la défense du Royaume-Uni, de l'armée américaine et de hauts responsables du renseignement. Il a noté que : « La participation de ces officiers supérieurs des unités de renseignement de l'armée et de la guerre d'information suggère que le ministère de la défense plutôt que le FCO dirige le programme de l'Integrity Initiative (II). »

Le 4 janvier, une mine de documents a été rendu publique par Anonymous, provenant des serveurs internes de l'IoS et de l'II. Ceux-ci incluent de nombreux documents liés à l'empoisonnement, en mars dernier, du double agent russe Sergueï Skripal et de sa fille, Yulia, à Salisbury.

La Première ministre britannique Theresa May, sans citer aucune preuve, a immédiatement accusé la Russie d'avoir tenté d'assassiner les deux personnes en utilisant l'agent neurotoxique Novichok, exacerbant ainsi les tensions politiques mondiales. Les fuites sur l'II indiquent que les actions contre la Russie à l'égard de l'affaire Skripal ont été programmées longtemps à l'avance dans le cadre de la planification par l'IoS d'une guerre de propagande détaillée contre la Russie, avec des objectifs à atteindre.

Un document de 2015 rédigé par « un membre de l'équipe » d'IoS, Victor Madeira, s'intitule « Sanctions de la Fédération de Russie ». Il répertorie les « leviers potentiels » permettant d'obtenir un « changement de comportement » en Russie, « la paix avec l'Ukraine », « le retour [de] la Crimée » et un « changement de régime. » Ces « leviers » couvrent presque tous les domaines imaginables, y compris la « société civile », « le sport », « la finance » et « la technologie ».

Dans la rubrique « renseignements », Madeira demande l'expulsion simultanée de « tous les officiers de renseignement de la RF [Fédération de Russie] et attachés de la défense, de l'air et de la marine du plus grand nombre de pays possible », invoquant comme précédent l'expulsion de plus de 1000 responsables soviétiques du Royaume-Uni en Septembre 1971. Le gouvernement de Theresa May a fait expulser plus de 100 diplomates russes de plus de 20 pays, quelques jours seulement après l'empoisonnement des Skripal.

Madeira a donné des conférences à l'Université de Buckingham. Le WGSPM a cité le site Web de l'université : « Dr. Victor Madeira nous vient de Cambridge (où il a été conférencier et tuteur pendant quatre ans, collaborant avec les professeurs Christopher Andrew et Sir Richard Dearlove et l'Institute for Statecraft à Londres, dirigé par Chris Donnelly, où il est un chercheur principal travaillant sur l'architecture de sécurité du XXI^e siècle. » Dearlove est l'ancien chef du service de renseignements étrangers britannique MI6.

Chris Donnelly, qui était auparavant un officier de réserve au sein du British Army Intelligence Corps (Corps du renseignement de l'armée britannique), est à la tête de l'IoS. Il a dirigé le Centre de recherche des études sur l'URSS de l'armée britannique à Sandhurst.

Entre 1989 et 2003, il fut conseiller spécial de quatre secrétaires généraux de l'OTAN. Une biographie en ligne confirme que Donnelly est, entre autres, colonel honoraire du SGMI (Groupe spécialiste du renseignement militaire) et fait partie de l'équipe officielle chargée d'examiner la réforme en cours des forces militaires de réserve britanniques pour le compte du secrétaire à la défense. SGMI est une opération du ministère de la défense basée à la caserne de Denison, dans le Berkshire, en Angleterre. Il fait partie de la 1^{ère} Brigade du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance, qui est devenue opérationnelle le 1^{er} septembre 2014.

Un autre document divulgué montre qu'en octobre 2016, Donnelly a rencontré le général britannique Sir Richard Barrons. Le récit de leur réunion est effrayant à la lumière de l'affaire Skripal qui a eu lieu après et de l'escalade des tensions avec la Russie, notamment des demandes formulées par les généraux hautement placés que le Royaume-Uni se prépare à un conflit militaire.

Donnelly ou Barrons auraient déclaré que « si aucune catastrophe ne se produit ayant l'effet de réveiller les gens et de les pousser à exiger une réponse, alors nous devons trouver un moyen de forcer le gouvernement à reconnaître le problème et enlever celui-ci du domaine politique ».

L'intervenant a poursuivi : « Nous devons imposer des changements au détriment des intérêts personnels. Nous l'avons fait dans les années 1930. Ma conclusion est que c'est nous qui devons soit générer le débat, soit attendre que quelque chose de terrible se produise pour nous faire passer à l'action. Nous devons générer un débat indépendant en dehors du gouvernement. Nous devons demander quand et comment commençons-nous à remédier à la situation. Avons-nous les capacités nationales [et / ou] potentiels de résoudre

ce problème ? Si oui, comment pouvons-nous améliorer notre utilisation des ressources pour le faire ? Il nous faut ce débat maintenant. Il n'y a pas un moment à perdre. »

La réunion Donnelly / Barrons a eu lieu juste un mois après le *Financial Times* a divulgué une lettre de Barrons au ministère de la défense indiquant [clairement](#) (article en anglais) que l'armée britannique devait se préparer à une guerre majeure. Dans sa lettre, Barrons demandait la modernisation du matériel, des moyens et du renseignement et du personnel militaires nécessaires pour mener un affrontement prolongé aérien, terrestre et maritime contre des opposants lourdement armés, en particulier la Russie.

Quelques jours seulement après l'empoisonnement des Skripal, l'loS a proposé que le FOC « étudie les activités des médias sociaux concernant les événements survenus, la manière dont les nouvelles se propagent et évalue la manière dont l'incident est perçu » dans divers pays. En quelques jours, l' « Opération Iris » du II est entrée en service. En plus de surveiller la couverture médiatique avec sa propre équipe, elle a recruté la société d'enquêtes de solutions sécuritaires mondiales Harod Associates pour analyser l'activité des médias sociaux liée à l'affaire Skripal.

Le 11 mars, sept jours seulement après les empoisonnements, le projet II a exposé ce qu'il a appelé le « récit » nécessaire. Il a déclaré : « La Russie a perpétré un autre attentat brutal, cette fois avec un agent neurotoxique mortel, contre une personne vivant en Grande-Bretagne. »

Le récit du gouvernement de Theresa May sur la manière dont les Skripal ont été empoisonnés s'est heurté à des incohérences, au point que le grand public était de plus en plus sceptique face à son histoire en perpétuelle évolution. L'II a exprimé sa crainte que le gouvernement soit « beaucoup trop faible », déclarant : « C'est essentiel que le gouvernement réagisse beaucoup plus énergiquement cette fois-ci ».

Il proposait onze « actions initiales possibles et réalistes », y compris des mesures autoritaires telles que l'interdiction des chaînes d'informations russes RT et Spoutnik d'opérer au Royaume-Uni. Sa première réclamation consistait à attaquer publiquement le gouvernement de Poutine avec un barrage de propagande « par le biais de médias institutionnels, de médias sociaux et avec l'aide de spécialistes tels que ceux de l'Institute of Statecraft ».

Un certain nombre de journalistes chevronnés de la BBC, du *Times / Sunday Times*, du *Guardian* et du *Financial Times* sont cités comme favorables aux activités de l'loS / II dans un [document](#) précédemment divulgué. Ces médias ont chacun joué un rôle clé dans la diffusion de la propagande gouvernementale dans l'affaire Skripal. Parmi les journalistes nommés figurent David Aaronovitch et Dominic Kennedy au *Times*, Natalie Nougayrède et Carole Cadwalladr du *Guardian*, Edward Lucas du *The Economist*, Neil Buckley au *Financial Times* et Jonathan Marcus à la BBC.

Le consultant en sécurité Dan Kaszeta est un autre personnage qui a joué un rôle clé pour II. Les factures de son cabinet de conseil révèlent qu'il a reçu plus de 2 000 £ pour écrire des articles anti-russes publiés par l'II. Ceux-ci comprenaient un article flatteur sur Porton Down, le laboratoire d'armes chimiques du Royaume-Uni, capable de produire le novichok. Son article insistait sur le fait que Porton Down, situé à quelques kilomètres de Salisbury, ne pouvait avoir aucun lien avec la présence de Novichok à Salisbury.

Article paru en anglais, WSWs, le 7 janvier 2019

Voir aussi :

[Des pirates informatiques révèlent l'ingérence du gouvernement britannique dans la politique de l'Espagne](#)

Sur Mondialisation.ca :



[Londres appelle les États-Unis à «reconfirmer leur rôle dominant» en Europe](#), Par [Davros Kocharyan](#), 07 janvier 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Robert Stevens](#), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Robert Stevens](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca